

Chiffres clés de l'économie française

Produit Intérieur Brut

Le produit intérieur brut (PIB) est égal à la somme des valeurs ajoutées réalisées à l'intérieur d'un pays par l'ensemble des branches d'activité. En 2013, il atteint 2 113,7 milliards d'euros (prix courants) et enregistre une faible progression de 0,4 % par rapport à 2012. D'après les résultats des comptes nationaux du 3^e trimestre 2014, l'acquis de croissance pour l'année 2014, c'est-à-dire le résultat d'ores et déjà obtenu pour l'année si le PIB devait continuer à stagner jusqu'en décembre, est de 0,4%.

Évolution du PIB (prix courants)

Années	Évolution en volume
2005	1,8 %
2006	2,5 %
2007	2,3 %
2008	- 0,1 %
2009	- 3,1 %
2010	1,7 %
2011	2,0 %
2012	0 %
2013	0,4 %
2014 (acquis)	0,4 %

Source : INSEE

Inflation

L'indice des prix à la consommation (IPC) est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Au mois de décembre 2014, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) est stable (0%) sur un an.

Production (en milliards d'euros courants)

	Production 2010	Production 2011	Production 2012	Production 2013
Construction	265,0	279,2	280,9	279,2
Secteurs principalement marchands	1 820,3	1 869,2	1 904,7	1 927,7
Poids construction dans l'ensemble des secteurs marchands	14,6 %	14,9 %	14,7 %	14,5 %

Source : INSEE, comptes nationaux – base 2010

En 2013, la production des secteurs principalement marchands s'établit à 1 927,7 milliards d'euros dont 279,2 pour le secteur de la construction.

Valeur ajoutée (en milliards d'euros courants)

	Valeur ajoutée 2010	Valeur ajoutée 2011	Valeur ajoutée 2012	Valeur ajoutée 2013
Construction	109,2	112,7	114,8	113,9
Secteurs principalement marchands	1 010,2	1 031,8	1 041,9	1 052,6
Poids construction dans l'ensemble des secteurs marchands	10,8 %	10,9 %	11,0 %	10,8 %

Source : INSEE, comptes nationaux – base 2010

En 2013, la valeur ajoutée (VA) des secteurs principalement marchands s'établit à 1 052,6 milliards d'euros dont 113,9 pour le secteur de la construction.

Taux de chômage

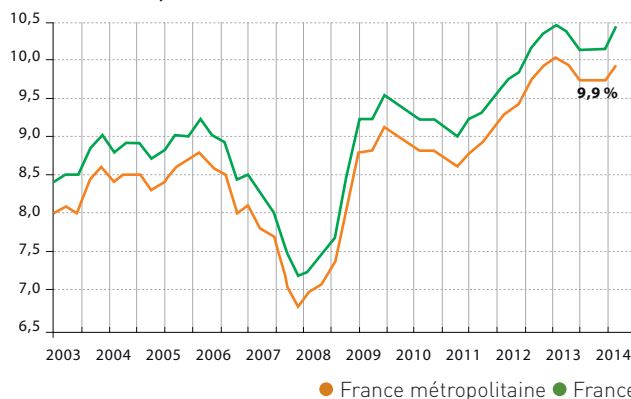
Selon l'INSEE, au 3^e trimestre 2014, en France métropolitaine, 2,8 millions de personnes ne travaillent pas mais souhaitent travailler, qu'elles soient ou non disponibles dans les deux semaines pour travailler ou qu'elles recherchent ou non un emploi.

Taux de chômage (France métropolitaine) au sens du BIT⁽¹⁾ au 3^e trimestre 2014 : 9,9 %.

Selon Pôle Emploi⁽²⁾, en novembre 2014, 3 488 300 personnes étaient sans emploi (catégorie A⁽³⁾ en France métropolitaine). Au total, ce sont 5 840 700 demandeurs d'emploi qui sont inscrits à Pôle Emploi (catégories A, B⁽⁴⁾ et C⁽⁵⁾ en France métropolitaine). En octobre 2014, le nombre de personnes indemnisées par Pôle Emploi (hors allocations de formation) est de 2 814 600 allocataires en France métropolitaine.

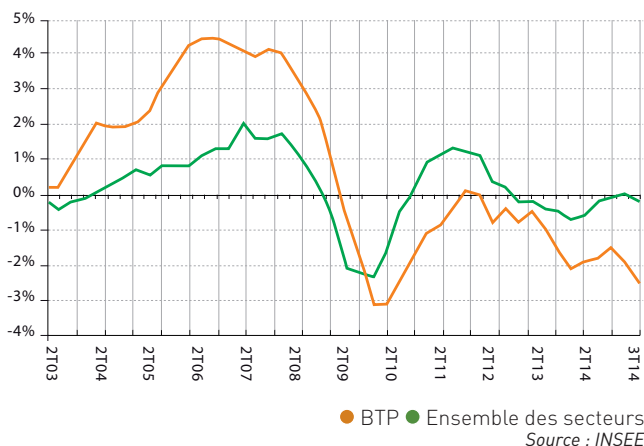
Taux de chômage au sens du BIT

Données CUS en moyenne trimestrielle, en %



● France métropolitaine ● France
Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : Insee, enquête Emploi

Emploi salarié



- Au 3^e trimestre 2014, l'emploi marchand baisse de 0,4%, sur un an, il représente 15 825 200 postes.
- L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 362 800 au 3^e trimestre 2014, soit une baisse significative de 2,6 % sur un an et représente donc 8,6 % des emplois principalement marchands.



(1) Définition selon le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ; avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

(2) Définition selon Pôle Emploi : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A sur la population active occupée.

(3) Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

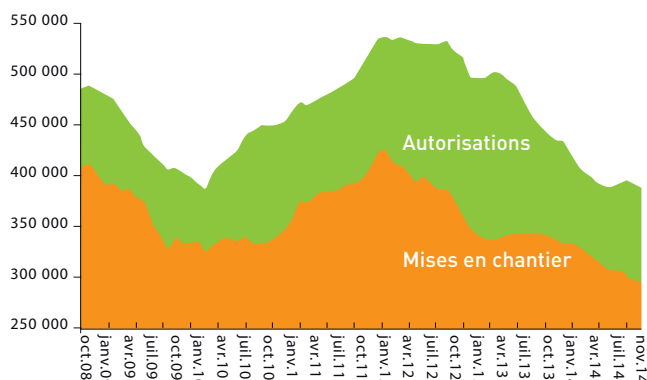
(4) Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

(5) Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle Emploi (et inversement).

Chiffres clés du bâtiment

Autorisations et mises en chantier de logements



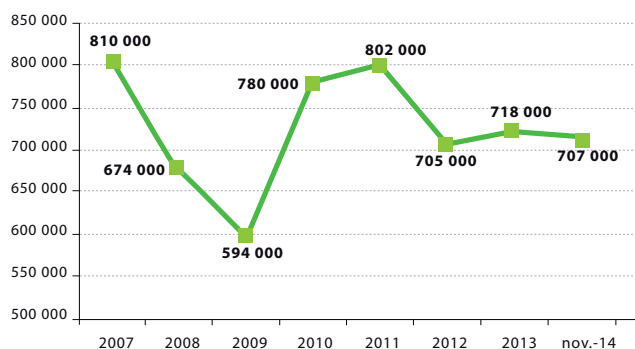
Source : MEDDE

Pour rappel, en 2013, 331 867 logements neufs avaient été mis en chantier en France (soit 13 % en dessous de la moyenne observée entre 2000 et 2013).

- **Les mises en chantier de logements neufs** en France continuent de se détériorer. À la fin novembre 2014, on totalise seulement 299 199 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 11,4 % sur un an.
- **Les mises en chantier de logements individuels** sont particulièrement touchées puisque les logements individuels purs (93 000 unités) diminuent de 18,6 % et les logements individuels groupés (35 000 unités) sont en repli de 20,5 % sur 12 mois cumulés.
- **Les permis de construire** affichent quant à eux un recul annuel de 11,9 % avec 381 701 logements autorisés. Dans le détail, les logements individuels groupés sont les plus impactés (46 666 unités) avec un repli de 27,9 %, celles des logements individuels purs (115 028 unités) diminuent de 17,5 %.

Évolution des ventes de logements

Nombre de ventes de logements anciens par an depuis 2007



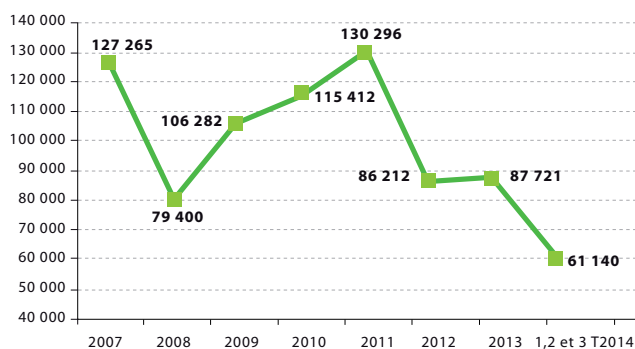
Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales

En moyenne entre 2007 et novembre 2014, on enregistre 723 750 ventes de logements anciens par an :

- un point haut en 2007 avec 810 000 ventes de logements anciens ;
- un point bas en 2009 avec 594 000 ventes de logements anciens.

En novembre 2014, on totalise 707 000 (en cumul sur 12 mois) ventes de logements anciens, soit un niveau légèrement inférieur à la moyenne observée sur les 8 dernières années.

Nombre de ventes de logements neufs par an depuis 2007*

Source : SOes, Commissariat Général au Développement Durable
*(sur 4 trimestres cumulés)

En moyenne entre 2007 et 2013, on enregistre 104 600 ventes de logements neufs par an :

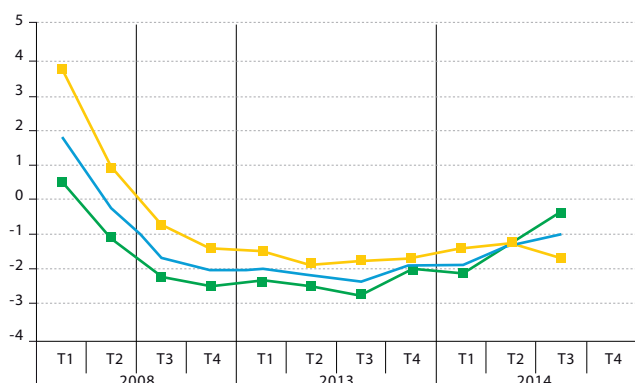
- un point haut en 2011 avec 130 296 ventes de logements anciens ;
- un point bas en 2008 avec 79 400 ventes de logements anciens.

Sur les 3 premiers trimestres 2014, on totalise 61 140 ventes de logements neufs, soit un recul de 7,5 % par rapport aux trois premiers trimestres de l'année 2013.

Prix de l'ancien (évolution sur un an au 3^e trimestre 2014, résultats provisoires)

Varitions annuelles des prix des logements anciens

En % (données brutes)



● France métropolitaine ● France - appartements
● France - maisons

Source : INSEE, notaires d'Île-de-France - Base Bien, Notaires de France- Perval



	France métropolitaine	Ile-de-France	Province
Appartements	-1,7 %	-1,6 %	-1,7 %
Maisons	-0,4 %	-0,5 %	-0,3 %
Ensemble	-1,0 %	-1,2 %	-0,8 %

Source : INSEE

Sur un an, les prix des logements anciens continuent de baisser, -1,0 %, après -1,3 % au deuxième trimestre. Ce recul concerne plus les appartements (-1,7 %) que les maisons (-0,4 %). Durant cette période, les prix franciliens enregistrent une baisse de 1,2 % plus marquée que celle observée au niveau national alors que les prix en province ne reculent que de 0,8 %.